

60 ANS APRÈS

Les dirigeants de l'UE renouvellent à Rome leur engagement européen

Les dirigeants de l'UE ont renouvelé hier à Rome leur engagement européen, dans une déclaration solennelle, 60 ans après la signature du traité fondateur de l'Union dans la ville éternelle.

Sous les applaudissements, chacun des 27 chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les dirigeants des institutions européennes ont paraphé la «Déclaration de Rome» au Capitole, dans la même salle des Horaces et des Curiaces où avait été signé le traité historique le 25 mars 1957.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a signé la «Déclaration

de Rome» avec le stylo original — «la même plume», a-t-il souligné — que celui employé par le représentant Luxembourg il y a 60 ans.

«Il y a des signatures qui durent», a commenté M. Juncker, longuement applaudi.

Avant la signature, le président du Conseil européen Donald Tusk avait exhorté les 27 de l'UE à «prouver aujourd'hui qu'ils sont les dirigeants de l'Europe».

«L'Union après Rome doit

être, plus qu'avant, une Union des mêmes principes, une Union avec une souveraineté extérieure, une Union d'unité politique», a plaidé M. Tusk au moment où le Royaume-Uni s'apprête à divorcer de ses partenaires.

La Pologne, qui avait menacé de ne pas signer la Déclaration de Rome en raison de désaccord sur le concept d'Europe à «plusieurs vitesses», a finalement agréé le document sans modification.

Le cérémonie s'est terminée par une grande photo de famille des dirigeants européens sur la place du Capitole, dessinée par Michel-Ange.



Photo : DR

Des milliers de manifestants en marge des 60 ans du traité de Rome

Des milliers de personnes participaient hier à différents cortèges à Rome en marge des 60 ans du traité fondateur européen, dans une ville sous haute surveillance qui redoute des débordements.

Plus de 10 000 personnes ont défilé en direction du Colisée sous les couleurs rouge et vert de «Notre Europe», en faveur d'une union libérée des murs, de l'austérité et du racisme.

Sous un franc soleil et dans une ambiance bon enfant au son de «Bella Ciao», ces manifestants ont défilé derrière les bannières de syndicats et d'organisations

comme Greenpeace. «Nous sommes ici pour demander une Europe qui ne soit pas celle des banques et de la bureaucratie mais des droits des travailleurs et des étudiants», a déclaré à l'AFP Giovanni Zannier, 22 ans, étudiant en sciences internationales.

«L'Europe se désintègre et nous avons au maximum dix ans pour la sauver», avait expliqué vendredi l'ancien ministre grec Yanis Varoufakis, l'un des animateurs de ce cortège. Le Colisée devait voir ensuite converger aussi les partisans d'une Europe fédérale, partis de la place de la célèbre Bocca della Verità.

Certains étaient drapés aux couleurs européennes, tandis que des Britanniques

anti-Brexit arboraient l'Union Jack frappée des étoiles européennes ainsi que des pancartes en italien «Nous serons toujours européens». «C'est le 60^e anniversaire d'un traité qui s'est fait quand j'avais 15 ans. Je suis une fille de la guerre et ce grand mouvement européen est devenu mon idéal politique», a expliqué à l'AFP Catherine Chastenot, une retraitée parisienne de 74 ans. «Nous croyons en l'Europe dont nous voulons qu'elle devienne un ensemble d'Etats unis», a déclaré Sergio Enrico, 77 ans, membre du Mouvement fédéraliste européen (MFE) et venu de Vérone (Italie) avec son épouse. Dans le même temps, des souverainistes italiens étaient réunis sur une

autre place de la ville tandis qu'un cortège «Euro-stop» était prévu en début d'après-midi au sud du centre historique.

Au total, la préfecture a annoncé s'attendre à un total de quelque 30 000 manifestants au sein des différents cortèges et redoute particulièrement que quelques centaines d'activistes Black Bloc — groupes de militants anarchistes ou autonomes — ne viennent s'infiltrer.

La police italienne a annoncé dans la matinée avoir trouvé à bord de plusieurs camionnettes des cagoules, des masques à gaz, des barres métalliques, des fumigènes ou encore des sacs remplis de grosses pommes de pin.

ÉGYPTE

Prison avec sursis pour l'ex-président du syndicat de la presse

L'ex-président du syndicat de la presse égyptienne et deux de ses collaborateurs ont été condamnés hier en appel à un an de prison avec sursis chacun pour avoir abrité deux reporters recherchés par la justice, selon une source judiciaire.

Yehya Kallache, ancien chef du syndicat, Gamal Abdelrahim et Khaled Elbalschy avaient été condamnés en première instance en novembre à deux ans de prison mais ils avaient interjeté appel et payé la caution fixée par le tribunal pour rester en liberté.

Les trois hommes, qui ont encore la possibilité de se pourvoir en cassation, sont accusés d'avoir caché deux reporters accusés notamment d'«incitation à manifester», alors qu'une loi interdit depuis tout rassemblement non autorisé par le ministère de l'Intérieur. L'arrestation de Amro Badr et Mahmoud Saqqa lors d'un raid de la police au siège du syndicat en mai 2016 puis l'interpellation des trois syndicalistes avaient entraîné des manifestations de journalistes dénonçant «un recul» de la liberté de la presse depuis l'arrivée au pouvoir du Président Abdel Fattah Al-Sissi, en 2014. Les deux reporters, dont les poursuites à leur rencontre ont depuis été abandonnées, étaient accusés d'avoir appelé à manifester contre une décision controversée du gouvernement de rétrocéder deux îles de la mer Rouge, Tiran et Sanafir, à l'Arabie Saoudite.

Ces manifestations contre le Président Sissi avaient été d'une ampleur sans précédent depuis son arrivée au pouvoir.

En janvier, la Haute Cour administrative a confirmé un verdict annulant cette rétrocession.

Les organisations de défense des droits de l'Homme accusent régulièrement M. Sissi de museler la liberté d'expression et de réprimer toute critique contre son pouvoir.

GRANDE-BRETAGNE

Khalid Masood, un loup solitaire passé par la case prison

Le portrait qui se dessine de Khalid Masood, l'auteur de l'attentat de Londres, est celui d'un loup solitaire passé par la case prison, comme un certain nombre de djihadistes ayant frappé en Europe avant lui.

Son âge, 52 ans, interpelle aussi les analystes car selon Shashank Joshi, chercheur au RUSI, un centre de réflexion londonien spécialisé dans les questions de défense et de sécurité, «seule une minorité se radicalise après 30 ans». Adrian Russell Ajao, alias Adrian Elms, alias Khalid Masood, est né dans le Kent (sud-est de l'Angleterre) le jour de Noël 1964.

Selon l'un de ses amis d'enfance cité par le tabloïd *The Sun* hier, il s'est converti à l'islam lors de son premier séjour en prison en 2000.

Un rapport du Centre international d'étude de la radicalisation et de la violence politique (ICSR, Londres) affirme que les prisons européennes sont devenues une «pépinière» pour les réseaux djihadistes. «Nous observons des radicalisations de plus en plus rapides en prison. Avoir été incarcéré pour des crimes violents facilite le passage à l'extrémisme violent», souligne le directeur du ICSR et co-auteur du rapport, Peter Neumann.

Professeur d'anglais en Arabie

Khalid Masood a effectué deux séjours d'un an chacun en Arabie Saoudite, entre novembre 2005 et

novembre 2006 puis entre avril 2008 et avril 2009, où il était professeur d'anglais, a indiqué dans un communiqué l'ambassade saoudienne à Londres, ajoutant qu'il s'y était également rendu en 2015 pour le pèlerinage à La Mecque. Selon l'ambassade, Masood n'était pas connu des services de sécurité saoudiens et n'avait pas de casier judiciaire dans le royaume.

L'homme qui a semé la terreur mercredi près du Parlement britannique, faisant quatre morts et au moins cinquante blessés, a été abattu par la police. Le groupe djihadiste Etat islamique (EI) a revendiqué l'attaque. Mais la formulation de son communiqué semble indiquer qu'il ne l'a pas préparée ou coordonnée. Masood a agi «en réponse à l'appel à frapper les pays de la coalition» internationale antidjihadistes, a déclaré Amaq, l'agence de propagande de l'EI.

«Je pense qu'il a été inspiré par Daesh (acronyme arabe de l'EI) d'ailleurs qu'il n'a été l'un de ses soldats», estime Sara Khan, directrice de l'organisation non-gouvernementale de lutte contre l'extrémisme Inspire. «Mais il est clair qu'il avait des idées extrémistes», a-t-elle ajouté.

En revanche, Masood «correspond au profil des sympathisants de l'EI, qui passent d'une activité criminelle au terrorisme», souligne Lina Khatib, responsable du département Moyen-Orient et Afrique du Nord au centre de réflexion londonien Chatham House.

«Beaucoup d'assaillants semblent être connus de la police non pas pour avoir été suspectés d'activité terroriste,

mais pour des activités criminelles», ajoute l'analyste.

Une voiture et un couteau

Scotland Yard a confirmé que Masood avait été condamné pour la première fois en 1983, puis à plusieurs reprises ensuite pour «agressions» et «possession d'armes» notamment, la dernière fois en décembre 2003.

Mais rien ne laissait penser qu'il était engagé dans des activités djihadistes, a ajouté la police londonienne, même si son nom est apparu dans une enquête liée à la violence extrémiste, à titre marginal, comme l'a indiqué la Première ministre Theresa May.

«Il est très difficile de repérer qui peut se transformer en terroriste», juge James de Waal, un ancien diplomate qui travaille avec Chatham House.

Qu'un homme de plus de 50 ans puisse se transformer en djihadiste a toutefois étonné au Royaume-Uni.

«Il avait 52 ans, le double de la moyenne», relève Jason Burke, auteur de plusieurs ouvrages sur les réseaux islamistes, soulignant que l'âge moyen des auteurs d'attentats a au contraire «reculé ces dernières années».

«Ce que nous savons, c'est qu'il n'y a pas de profil type, ce qui complique d'autant la tâche des forces de sécurité», déclare Sara Khan. Tout comme les moyens dérisoires employés par Masood: une voiture pour foncer sur les passants sur le pont de Westminster, un couteau de cuisine pour tuer le policier posté devant le Parlement.